

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

«*Vers les Amériques de 2005: démocratie, développement et prospérité*»

Synthèse de la conférence d'ouverture

Conférencier d'ouverture: **Monsieur Oscar Arias Sánchez**

Lauréat du prix Nobel de la Paix (1987)

Président de la République du Costa Rica (1986-1990)

Monsieur Oscar Arias Sánchez, Lauréat du prix Nobel de la Paix en 1987 et président du Costa Rica de 1986 à 1990, jouit d'un immense prestige à l'échelle internationale comme porte-parole des pays en développement et comme défenseur du développement humain, de la démocratie et de la démilitarisation. Sous sa présidence, le Costa Rica a joué un rôle actif dans la quête de la démocratie et de la paix pour les pays de la région d'Amérique centrale. En 1987, il a élaboré un plan de paix — le Plan de paix Arias — afin de mettre fin à la crise régionale. Son initiative a atteint son point culminant dans la «Procédure pour l'établissement d'une paix ferme et durable en Amérique centrale», signée par tous les présidents d'Amérique centrale, le 7 août 1987, à Esquipulas, au Guatemala. Cette même année, on lui a décerné le prix Nobel de la Paix. Il a consacré la bourse accompagnant ce prix à l'établissement de la Fondation Arias pour la paix et le progrès humain. Pour son oeuvre, monsieur Arias a reçu de nombreux doctorats honorifiques et plusieurs prix internationaux.

Monsieur Arias a d'abord félicité l'Assemblée nationale du Québec pour avoir pris l'initiative d'organiser cette réunion, ouverte à tous les parlementaires de l'hémisphère, et pour l'avoir tenue avant le second Sommet des chefs d'État et de gouvernement des Amériques, car il est indispensable que toutes les tribunes démocratiques du continent évaluent les efforts réalisés en regard des objectifs fixés lors du premier Sommet à Miami, en 1994. Selon lui, il serait regrettable que les leaders du continent se contentent de discuter de questions techniques sans se soucier du contexte politique, social et culturel.

Monsieur Arias rejette ainsi l'idée voulant que l'intégration économique génère automatiquement la démocratie, le développement et la prospérité. Sans démocratie et, par conséquent, sans paix ni stabilité, le développement et la prospérité ne sont pas durables. Voilà pourquoi, selon monsieur Arias, le projet d'intégration économique du continent doit tirer des leçons de l'histoire, et notamment de la disparition de l'Union soviétique et des progrès significatifs réalisés par l'Union européenne. Le renforcement de la démocratie est une condition *sine qua non* pour que l'intégration économique soit couronnée de succès et perdure.

Notant que, pour la première fois en Amérique -à l'exception peut-être d'un cas- la démocratie est omniprésente, il s'interroge sur la viabilité de ces démocraties. Selon lui, la mondialisation et la croissance économique n'apporteront pas de solutions à la pauvreté qui afflige l'Amérique latine si les décideurs ne modifient pas leur rationalité politique. Les démocraties actuelles sont-elles en mesure d'effectuer ce changement? Peu ont réussi à redistribuer la richesse au profit du plus grand nombre. La mondialisation aurait pu le permettre. Malheureusement, la réalité est tout autre puisqu'elle a confirmé la dualité de nos sociétés, partagées entre une minorité qui s'enrichit grâce au développement technologique et une majorité résignée et privée de l'accès à l'éducation. Peu à peu, le discours dominant nous amène à accepter l'inacceptable: que ce ne sont pas tous les individus qui profiteront des retombées du développement économique. Il nous faut donc réévaluer sérieusement nos critères moraux, affirme monsieur Arias.

Par ailleurs, si les modèles de développement économique centralisé ont échoué, le capitalisme s'est aussi avéré, jusqu'à maintenant, un échec coûteux. Il faut désormais reconnaître que l'État et le marché sont des forces complémentaires et non antagonistes. Le développement économique devra permettre de résoudre les inégalités sociales si l'on ne veut pas faire face au discrédit de la démocratie. En effet, l'enthousiasme généré par la vague de démocratisation est maintenant largement tempéré par la persistance de la violence et de la corruption sous toutes ses formes.

Selon monsieur Arias, l'histoire nous enseigne également l'importance de l'éducation dans le développement des peuples. Tant que les sociétés ne seront pas disposées à investir massivement dans le secteur de l'éducation, le sous-développement économique se perpétuera, de même que l'autoritarisme et la désintégration sociale. Il faut éduquer pour consolider la démocratie, pour former des citoyens qui contribuent de façon créative au progrès de leur société.

Monsieur Arias remet aussi en cause l'importance des budgets militaires dans les Amériques, estimant que ces ressources pourraient être affectées à des fins plus utiles, à savoir la réduction des inégalités sociales. Il rappelle à ce sujet l'initiative qu'il a lancée en vue d'établir un code d'éthique dans le transfert d'armements, en proposant au Conseil des mandataires librement élus d'Amérique, basé à Atlanta, de faire pression auprès des pays exportateurs d'armes pour mettre un frein à l'armement des pays pauvres.

Il souligne que l'Amérique est à un point tournant de son histoire, que la paix constitue désormais une option viable. Une ère d'oppression a pris fin et de nombreuses nations ont déclaré qu'elles étaient fermement décidées à oeuvrer pour la démocratie et le développement. Pour monsieur Arias, le moment est venu de donner plus d'importance aux êtres humains qu'aux armes, de privilégier la sécurité humaine, c'est-à-dire de protéger les êtres humains contre l'ignorance, la faim, la maladie, l'isolement et la persécution.

S'adressant aux parlementaires, il rappelle que l'intellect est inutile s'il n'est pas mis au service d'idéaux. Il leur demande de faire en sorte que, par le pouvoir dont ils disposent, la sécurité humaine devienne la priorité universelle. Le destin ne doit pas être laissé au hasard, il doit faire l'objet de choix. Et ce choix doit reposer sur une nouvelle éthique fondée sur les principes politiques, philosophiques et religieux légués par l'histoire. Il est temps de trouver une raison d'être aux Amériques, conclut-il, car peut-être réussirons-nous alors à faire de ce continent ce que nous avons cherché à en faire depuis plus de deux siècles.